



# LE TOCSIN

## DES TRAVAILLEURS.

### ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.  
Dép.: 30 — 15 — 7 50.  
Rue du Bouloi, 26.

### COMITÉ DE RÉDACTION.

EMILE BARRAULT.  
F. DELENTE, ouvrier.  
Affranchir.

JOURNAL QUOTIDIEN.

### AVIS.

Le TOCSIN, voulant assurer la propagande de ses principes, réserve aux travailleurs la faculté de s'abonner pour :

Un mois 1 fr. 50  
Dix jours ou une décade 50  
Une semaine 35

Les abonnements sont reçus rue du Bouloi, n. 26.

SOMMAIRE. — L'ordre nouveau. — Séance de l'Assemblée. — Victor Hugo et Caussidière. — Napoléon II. — Association. — Liberté de la presse. — Faits divers.

PARIS, 21 JUIN.

### L'ORDRE NOUVEAU.

La où il est possible de consommer beaucoup sans produire rien ;

La où il est possible de produire beaucoup et de ne consommer que peu ;

L'ordre règne-t-il ?

Oui : l'ordre des sociétés antiques où la liberté était le privilège du petit nombre, l'esclavage la condition des masses. Tout était bien lié dans une telle société, parce que la possession des instruments de travail était du côté de la liberté, l'exploitation des travailleurs du côté de l'esclavage.

Dans la société moderne où tous les citoyens sont libres, égaux et frères, comment l'ordre antique s'appelle-t-il ?

Un désordre immoral, inique, tyrannique.

La constitution sociale jure avec les principes politiques ; il faut les mettre d'accord pour établir l'ordre nouveau.

En conséquence, les instruments de travail ne doivent pas constituer un privilège entraînant la faculté de consommer sans produire ; le travail ne doit pas être une nécessité fatale entraînant l'obligation de produire sans consommer.

N'est-ce pas clair ?

Supprimer les restes monstrueux de l'ordre antique, établir l'ordre nouveau, voilà toute la question.

### Séance de l'Assemblée.

L'ordre du jour appelait la discussion sur un projet de décret relatif à un crédit de 100,000 fr. en faveur des anciens détenus politiques. Un monsieur Brunel a marchandé l'obole de la République à ceux qui ont combattu et souffert pour elle ; nous ne nous occuperons pas de ce discours auquel le citoyen Babaud-Larivière a noblement répliqué. Le projet a été adopté à l'unanimité.

L'Assemblée a passé à la discussion du décret sur boissons. Dès qu'elle sera terminée, nous en consignerons le résultat.

Le projet de constitution préoccupe les esprits ; on dit que l'extrême gauche se propose de combattre l'élection du président de la République par le suffrage universel, afin de fermer à tout prétendant la

porte du pouvoir. Mais si c'est l'Assemblée qui décide l'élection, à qui ouvrira-t-elle la porte ? Avouons que la situation est embarrassante.

### Victor Hugo et Caussidière.

A la séance de l'Assemblée d'hier, le citoyen Caussidière a pris la parole ; avant lui M. Victor Hugo avait déclamé.

Dans cette joute oratoire, quel a été le vainqueur ? Ce n'a pas été l'académicien.

Le citoyen Caussidière a doublement battu M. Victor Hugo ; plus éloquent, il a été mieux venu de ses auditeurs.

Le premier des deux orateurs avait tout critiqué, sans dire ce qu'il y avait à faire ; le second a intrépidement improvisé son plan avec les idées qui se débattaient autour de lui. Voilà du moins un homme qui veut faire quelque chose, et cela plaît à une chambre fort embarrassée d'agir.

M. Victor Hugo avait sournoisement attaqué les ouvriers des ateliers nationaux ; le citoyen Caussidière les a défendus et plaints avec un accent sympathique.

L'un avait courtoisé la bourgeoisie aux dépens du peuple et des socialistes ; l'autre n'a sacrifié personne, et il a eu la faveur de la bourgeoisie, topant à tous les projets philanthropiques dont elle occupe ses loisirs.

M. Victor Hugo avait prêché l'union ; le citoyen Caussidière, en parlant de conciliation, a eu l'unction un peu grasse d'un ancien préfet de police qui fait de l'ordre avec du désordre.

En outre le poète était guindé, se donnant les airs d'un Jupiter olympien ; le tribun y a mis moins de façon. Il réussit si bien la bonhomie, il est aujourd'hui si sûr de l'effet de ses familiarités, et vraiment son pittoresque, qu'il ne va pas chercher dans les nuages, semble plus original que les images du poète qui sue pour être sublime.

M. Victor Hugo n'a aucune foi politique, aucune foi sociale ; il ne croit qu'à lui depuis qu'il est au monde. Le citoyen Caussidière a commencé par croire à quelque chose. Enfant du peuple, il l'a vu souffrir ; pour le peuple et pour lui il a espéré, conspiré, combattu. C'est un personnage vivant, actif, réel ; tandis que M. Victor Hugo s'est tracé un grand rôle, comme si, après avoir fait tant de drames, il n'avait plus qu'à se mettre en scène.

Le poète ne parviendra à rien en politique. Certain d'éclipser son ami Lamartine, il a pâli devant l'astre de l'orateur populaire, comme une bougie devant une rangée de lampions.

Quant au tribun, il n'est pas au bout de sa carrière. Pourvu que son ambition n'excède pas la portée de ses remarquables facultés, pourvu qu'il soit fidèle à ses croyances, tout ira bien. Beaucoup de gens le trouvent déjà trop adroit, et craignent qu'en restant peuple par la forme il ne devienne bourgeois par le fond. L'avenir nous dira le fin mot.

### NAPOLÉON II.

D'abord Louis Bonaparte se contentait d'être consul ou président à vie ; à présent il restaure l'empire. L'appétit vient en mangeant.

Soldats des barricades, n'avez-vous donc chassé un roi que pour faire place à un empereur ? Deux fois ce prétendant avait essayé de supplanter Louis-Philippe, deux fois il a manqué son coup ; grâce à vous, il compte arriver à ses fins. C'est vous qui avez tiré les marrons du feu, c'est lui qui entend les croquer, sans s'être brûlé les doigts !

Travailleurs, est-ce avec vous que sympathisera un prétendant ? Jamais. Ce sera avec la haute bourgeoisie. Elle est le vrai terrain où une dynastie s'enracine ; principes et intérêts, tout leur est commun.

Que dit la dynastie ?

« Je gouverne, parce que je suis le neveu de mon oncle.

Que dit la haute bourgeoisie ?

« J'exploite, parce que je suis le fils de mon père. »

Et toutes deux ajoutent ensemble :

« C'est notre DROIT, nous le tenons de notre race. »

Nous qui ne tenons de nos parents qu'une paire de bras, courberions-nous la tête devant ce droit dynastique ? Reconnaître chez une famille le privilège de régner, c'est admettre dans une classe le privilège de posséder. Qui se fait l'esclave d'un maître en politique est nécessairement l'esclave d'un maître en industrie.

Voilà ce qu'il faut que nous comprenions bien, afin de ramener ceux de nos frères que le désespoir et de fallacieuses promesses ont grisés. Ne laissons pas entamer notre foi dans l'avenir démocratique et social de la France ; sauvons notre République, ou nous retomberions dans notre vieille servitude.

Si nous avions encore besoin d'être édifiés sur ce que Louis Bonaparte réserve aux travailleurs, ne nous suffirait-il pas de sa complicité avec l'empereur de Russie ? Apprenez en quelques mots l'histoire de cette intrigue.

Avant février 1848, la diplomatie russe avait chez nous des espions qui préparaient le terrain pour le retour de Henri V. Survint la révolution. Tout aussitôt les espions voient clairement que la branche aînée n'a plus de chances et que la branche cadette est irrévocablement chassée. Que faire pour mater la France ? L'empereur Nicolas forme le projet de nous envoyer le duc de Leuchtenberg, fils du prince Eugène, dont il a fait son gendre. Attendu que ce duc est inconnu chez nous, un tel projet ne pouvait réussir. Nicolas le comprend, et c'est alors qu'il ordonne à ses agents de dresser leurs batteries et de semer l'or en faveur de Louis Bonaparte qui s'est fait si avantageusement connaître, comme vous savez, par ses grandes victoires de Strasbourg et de Boulogne.

Ainsi le neveu de Napoléon nous est présenté par la main de l'empereur de Russie, du bourreau de la Pologne, de l'ennemi fanatique de nos principes ! Pour nous enchaîner, tout lui est bon ; après nous avoir destiné Henri V, il s'est rabattu sur un Bonaparte. Que lui faut-il ? une machine à compression, et que la machine ait un nom ou un autre, peu lui importe.

Nous n'entrerons pas aujourd'hui dans les détails de cette intrigue. Apprenez seulement que Louis Bonaparte, une fois au pouvoir, devra faire déporter les défenseurs de la République démocratique et sociale, à Cayenne, si ce n'est en Sibérie. Puis on mettra un baillon à la presse.

Tout cela semble un rêve. Quatre mois après les barricades de Février, la Russie se croit l'arbitre de la France. Pétersbourg décide des destinées de Paris. C'est l'empereur Nicolas qui travaille à escamoter notre révolution, et pour gobelet il choisit un Bonaparte !

A lui sans doute l'honneur d'avoir monté le coup ; mais est-il un gouvernement qui refuse d'en être quand il s'agit d'en finir avec la révolution française qui les poursuit jusque dans leurs Etats ? Si nous sommes bien informés, il y a contre nous un traité secret entre la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre. Toutes ces puissances se sont coalisées contre l'empereur Napoléon qu'elles appelaient un usurpateur ; si le neveu s'engage à mettre la France au pas, il sera légitime.

Travailleurs, votre avenir serait perdu si vous cons-



piriez avec les tyrans de l'Europe en faveur de Louis Bonaparte; si vous vous rendiez les instruments de la haute bourgeoisie qui livrera sans scrupule la République à un maître, afin de redevenir la maîtresse du peuple. Là est la question.

En douteriez-vous? hier une affiche intitulée *Français, c'est une honte!* signée du citoyen A. Sibert, exprimait une généreuse indignation contre les prétentions de Louis Bonaparte. Hé bien! presque partout cette affiche a été déchirée par des bourgeois, nous pouvons l'affirmer, et la lettre suivante nous informe que ces lacérateurs avaient des auxiliaires jusques dans la police.

Au citoyen rédacteur du TOCSIN DES TRAVAILLEURS.

« Je vous prie d'insérer la note suivante :

« Ce soir, j'étais occupé à prendre connaissance d'une affiche que j'examinais avec plaisir, lorsqu'un sergent de ville vint l'arracher. Je lui demandai pourquoi il arrachait ce placard et ne pus m'empêcher de lui dire que cette action me paraissait assez déplacée de sa part. « Les rassemblements qu'elle occasionne gênent la circulation », me répondit-il. Ce motif n'était évidemment qu'un prétexte, car nous n'étions que quatre personnes arrêtées à lire. Les gardiens de Paris vont-ils donc agir comme le parti réactionnaire? Le titre de cette affiche était : *Français, c'est une honte!*

« Salut et fraternité,  
E. HUBERT,

« Membre du club de l'Organisation des Travailleurs. »

Nous n'ajouterons qu'un mot : La banlieue a nommé Louis Bonaparte colonel de la 4<sup>e</sup> légion. Les ouvriers de Paris suivront-ils ce déplorable exemple? Encore cet après midi des attroupements considérables stationnaient dans le quartier des halles; c'était encore le prince qui était l'objet de tous les entretiens. Quand finira cette épidémie bonapartiste?

#### ASSOCIATION.

*Association, solidarité*, tel est le cri de tout ce qu'il y a d'avancé et de vigoureux parmi les travailleurs.

Puisse ce désir devenir universel et le monde sera affranchi; il pourra se lancer enfin dans la grande voie du progrès continu.

Déjà ont eu lieu quelques associations partielles; ce sont des sons précurseurs d'une harmonie complète. Tout le monde connaît l'association des tailleurs de Clichy; hier nous avons publié une lettre des chapeliers; aujourd'hui nous dirons quelques mots d'un essai de même nature qui a été fait dans un de nos grands ateliers de mécanique, l'atelier Derosne et Cail. Cet essai a été couronné de succès; car telle est la puissance de l'association que, même à l'état imparfait, elle porte de bons fruits.

Les travailleurs de l'atelier Derosne et Cail se sont lassés les premiers de porter leur croix; les premiers ils ont nettement saisi les vices du travail à la journée, du marchandage individuel et du marchandage à l'anglaise.

C'était peu de jours après février; les travailleurs pouvaient encore parler haut; ils se sont constitués en association générale, et ont entrepris le marchandage collectif des travaux de leur atelier. Chacun des groupes, ajusteurs, tourneurs, forgerons, etc., a nommé un chef de comité chargé de maintenir l'ordre et de discuter les prix avec le patron. Ces divers groupes ont été reliés par un président général de l'association. Chaque travailleur a reçu une rétribution fixe, proportionnelle à sa capacité, avec droit, égal pour tous, au partage éventuel des bénéfices.

Au bout de 35 jours de travail réel, l'association avait déjà obtenu un bénéfice net de 9,461 fr. 95 c. Ce bénéfice eût été bien supérieur sans ce fait, que par suite de la crise générale, des groupes sont restés sans travaux, et que 300 travailleurs, rétribués sans produire, ont coûté à l'association une somme de 5 395 fr.

Sans l'association ces 300 travailleurs eussent été mis sur le pavé!

Ce résultat est remarquable, il a frappé tous les travailleurs mécaniciens qui, dans une réunion de leurs délégués, viennent de décider que, lors de l'enquête que va faire la commission du travail de l'Assemblée nationale, il serait unanimement demandé :

1<sup>o</sup> Que tous les travailleurs d'un même atelier (ouvriers, comptables, contremaîtres, ingénieurs, directeurs), fussent associés, rétribués selon leurs œuvres et capacité, et admis au partage égal des bénéfices.

2<sup>o</sup> Que le capital et le matériel prélevassent un intérêt et un amortissement dont le taux serait fixé par la loi.

3<sup>o</sup> Que l'Etat donnât sa double caution aux travail-

leurs et au capital.

Nous ferons suivre cet exposé de quelques courtes réflexions.

Notre cœur compatit si vivement aux souffrances des travailleurs, que nous donnerons les mains à tout ce qui pourra les soulager, même imparfaitement.

Aujourd'hui, qu'est-ce que la production? C'est un vaste champ de bataille où les seigneurs féodaux de l'industrie viennent rompre des lances aux dépens de leurs serfs les travailleurs. Que sera-t-elle avec des associations partielles de travailleurs! Encore une arène où ces associations, où les communes viendront se livrer bataille; mais les conséquences de la défaite seront amoindries par la solidarité, la fraternité qui régnera entre les combattants.

Ce sera un progrès; ce sera la période constitutionnelle du travail, la transition entre la féodalité et la sainte République des travailleurs.

Donc, salut à l'association, sous toutes ses formes, à tous les degrés. Qu'elle soit le drapeau de la grande agitation des travailleurs!

La main, l'intervention de l'Etat dans tous les contrats d'association, est nécessaire pour les compléter et pour les rendre fructueux; travailleurs, réclamons donc incessamment son concours. Si ceux qui le dirigent nous refusent ce concours, associations-nous entre nous, faisons grandir, étendons cette association, et... un jour viendra où c'est nous qui serons l'Etat.

#### Liberté de la presse.

La pétition suivante vient d'être adressée par le comité des ouvriers typographes aux membres de l'Assemblée nationale :

« Citoyens,

« Les compositeurs typographes ont accueilli avec douleur la nouvelle officielle donnée dans la séance du 16 juin, par le ministre de la justice, le citoyen Bethmont, que le pouvoir exécutif préparait des lois contre la liberté de la presse. Si de pareils décrets ne doivent pas éprouver le sort des ordonnances de Charles X, ils seront certainement un coup mortel porté à la démocratie.

« Quel est le prétexte de ces nouvelles mesures?

« La nécessité de réprimer la licence.

« Citoyens, il y a une manière toute simple de parler à cet inconvénient : c'est de faire une loi contre les calomnieux. Décrêtez que tout journaliste qui ne pourra fournir la preuve d'accusations infamantes insérées dans son journal, sera passible des rigueurs de la justice, et votre but sera atteint.

« Mais une loi qui tuera tous les organes de la presse pauvre, de la presse honnête, livrera aux ennemis de la République le monopole de la publicité. Ces feuilles qui se sont donné le triste privilège de poursuivre de leurs sarcasmes et de leurs calomnies la République et les républicains, ne seront point atteintes par votre loi. Elles sont en mesure de fournir le cautionnement; leurs abonnés ont le moyen de payer l'impôt du timbre; elles appuieront de toutes leurs forces une loi qui réduirait au silence les sentinelles avancées de la démocratie, toujours sur la brèche pour démentir leurs calomnies et dévoiler leurs manœuvres réactionnaires.

« Nous venons de vous parler comme citoyens, permettez-nous de vous dire quelques mots comme ouvriers : nous sommes matériellement intéressés dans la question.

« S'il est une industrie qui ne peut se développer qu'à la faveur de la liberté, c'est l'imprimerie. Le despotisme monarchique nous avait réduits à la misère. La crise qui pèse sur toutes les branches de la production se fait sentir surtout chez nous. Les nombreux journaux qui se sont créés depuis les barricades, sont aujourd'hui notre seule ressource, il n'y a pas en dehors du journalisme, cent ouvriers employés dans l'imprimerie.

« Faites des lois contre la presse, c'est-à-dire détruisez tous les journaux qui nous font vivre; le lendemain de votre décret, daignez au moins nous accorder audience, car nous serons bien forcés d'aller vous demander du travail ou du pain.

Citoyens, avez-vous besoin de recruter des bras pour les ateliers nationaux, anéantissez la presse par le timbre et le cautionnement, et aussitôt, compositeurs, correcteurs, imprimeurs, mécaniciens, hommes de peine, garçons de magasin, papetiers, employés de bureaux, porteurs, plieuses, brochures, etc., etc., viendront se brigader pour vous offrir leurs services et leurs talents pour les terrassements, défrichements et autres grands travaux dont le besoin se fera sentir. Puis, vous calculerez si l'impôt fourni par le

timbre et le cautionnement sera suffisant pour la paye à vingt sous par jour de vos nouvelles recrues.

« Agréez, citoyens représentants, l'expression de nos sentiments démocratiques et fraternels.

« Fait et adopté, à l'unanimité, en assemblée générale des compositeurs typographes, le 18 juin 1848.

« Pour la Société,

« Les membres du comité typographique. »

(Suivent les signatures.)

#### FAITS DIVERS.

— Plusieurs bataillons de la garde nationale du département de Seine-et-Oise, furent passés en revue le 18 courant, à Écouen, par le commissaire de Pontoise; on nous assure que lors du défilé, un officier de l'un de ces bataillons aurait crié : *Vive l'empereur! à bas la République!* Ces cris auraient été parfaitement entendus par le citoyen commissaire, qui en aurait fait l'observation au maire de la commune qu'habite l'officier. Nous pourrions même rapporter les paroles qui ont été échangées entre eux.

— M. Thiers a annoncé qu'il optait pour la Seine-Inférieure.

— La commission des détenus politiques fait une nouvelle convocation pour dimanche prochain à la salle de la rue Albouy, 15, à onze heures du matin.

— M. de Quatre-Barbes a été nommé représentant du peuple dans le Finistère.

— Hier soir a eu lieu à la barrière du Maine un banquet du 2<sup>e</sup> bataillon de la 12<sup>e</sup> légion de la garde nationale de Paris. Douze cents gardes nationaux environ assistaient à cette réunion, parmi lesquels M. Mauvais, représentant du peuple. Un toast aux républicains socialistes a été fort applaudi. Divers autres discours socialistes ont été prononcés par un grand nombre d'orateurs. La réunion s'est séparée aux cris de : *Vive Barbès!*

— Le citoyen Quinette, représentant du département de l'Aisne; est nommé ministre plénipotentiaire près le roi des Belges. C'est le fils de l'ancien conventionnel qui a passé à Bruxelles les longues années de son exil après 1815.

— La commission de comptabilité de l'Assemblée nationale, en l'urgence, et afin de ne pas entraver le service, propose la résolution suivante :

Un crédit de deux millions est ouvert sur l'exercice de 1848, à valoir sur l'allocation spéciale destinée à couvrir les dépenses de l'Assemblée!

— Le travail des prisons, qui a été supprimé après la révolution de février, va être prochainement rétabli. Nous croyons pouvoir assurer que M. le ministre de l'intérieur s'occupe en moment d'un nouveau mode d'organisation du travail.

— Le citoyen Recurt du *National* publie une longue circulaire aux préfets; nous remarquons les phrases suivantes :

« Vous serez placé entre deux écueils que l'on trouve à la suite des révolutions; d'autre part, vous rencontrerez les impatiences et les emportements téméraires.

« On parle de réaction, et quant aux républicains impatients, faites-leur comprendre que les fruits ne se recueillent qu'après un long travail.

A qui le dit-il, puisqu'on est pas encore armé; en fait de conspiration, le docteur Recurt doit savoir quelque chose, et c'est son histoire qu'il raconte.

Enfin cette circulaire peut aussi se définir ainsi : J'ai diné, levez la table. La France est satisfaite. Le reste est l'avenant, c'est une paraphrase des circulaires des parvenus de 1830. Encore un !

(Organisation du travail.)

La commission instituée pour l'organisation de la corporation des ouvriers peintres, invite les ouvriers de cette profession, qui habitent les quartiers de la Sorbonne et du Palais, à se présenter, vendredi 23 juin, rue Mouffetard, 76, pour recevoir communication du travail de la commission et pour procéder à l'élection de leurs chefs de section et de leurs chefs d'escouade.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de LACOUR, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 88.